

colline du Parlement. Toutes ces années, je ne l'ai jamais perdu de vue. Je l'ai surveillé attentivement; c'est un grand Écossais et un grand érudit et je compte qu'il nous apportera beaucoup. A son meilleur, il a été l'un des plus grands orateurs à la Chambre des communes. Il était parfois difficile à remuer, mais une fois lancé, il se montrait formidable et je l'ai en si haute estime que lorsque je parlerai de lui, je ferai abstraction de la période où il a été ministre des Finances. Ce n'est pas là sa plus belle période, si je puis dire.

J'admire notre nouveau leader de l'opposition pour bien des raisons. J'ai parlé de son éloquence et de son sens de l'histoire, mais il a manifesté ces derniers mois une volonté de survivre même plus marquée que celle du parti qu'il a servi si longtemps. Cela est très important. Nous avons besoin d'hommes comme lui au Sénat et j'espère qu'il fera de son mieux ou presque à l'occasion, bien qu'il sache, pour avoir étudié la poésie, que le meilleur de son éloquence se perdra sans doute dans l'air et ne sera sans doute pas rapporté par les médias. Toutefois, nous qui sommes ici présents saurons l'apprécier et il se peut que d'autres lisent le hansard et constatent qu'ici un homme a parlé et bien parlé.

Je ne crois pas que le sénateur MacEachen fasse des pieds et des mains pour appuyer le sénateur Roblin et compagnie dans l'exécution du programme législatif de notre nouveau gouvernement fort. Il n'assurera pas le calme et l'harmonie, mais je compte sur lui, par contre, pour ne pas prendre la force du nombre dont il jouit ici pour une tendance à affirmer les pouvoirs juridiques et constitutionnels que le Sénat possède encore. En ces temps intéressants où un parti domine nettement dans une chambre et est en minorité dans l'autre—situation sans précédent, je crois, depuis la Confédération—il est important que nous puissions avoir la collaboration d'un homme d'une telle sagesse et d'une telle expérience. Je le mentionne non seulement par amour pour le nouveau gouvernement, auquel je souhaite tout le succès possible, mais surtout parce que je crois depuis longtemps que le Sénat, peut-être avec quelques modifications, est un élément essentiel et précieux du régime parlementaire canadien. En cette époque tendue et précaire, je crois que le Sénat a, en tant qu'organisme non élu, l'énorme responsabilité de ne pas se montrer insensible aux initiatives de l'assemblée en laquelle le peuple a mis sa confiance, ni de les contrecarrer. Je ne pense donc pas que le sénateur MacEachen prête la main à la moindre initiative qui risquerait à long terme de monter l'opinion publique contre le Sénat lui-même. Je sais, en d'autres termes, qu'il ne se fera pas le Samson qui ébranle les colonnes du temple où il se trouve comme moi.

Honorables sénateurs, pour la préparation de ce discours auquel j'ai consacré beaucoup de soin, je suis remonté en arrière pour chercher ce que d'autres sénateurs avaient dit à leurs collègues, à d'autres époques de grands changements politiques. Comme toujours, on apprend beaucoup en lisant. Il y a des choses que j'aurais été fier de dire, et d'autres que j'aurais cherché à éviter.

En 1930, le sénateur Bell, de la Nouvelle-Écosse, disait dans un discours intéressant mais très peu clairvoyant que le Canada pouvait échapper à la dépression sévissant alors en d'autres parties du monde. En disant cela à l'automne de 1930, il se montrait très mauvais observateur de sa boule de cristal.

[Le sénateur Macquarrie.]

Je suis remonté encore plus loin, à une époque où moi-même et la plupart des membres de notre assemblée n'avions pas encore vu le jour, et de loin. Le gouvernement Borden venant d'être élu, le sénateur Taylor disait en 1911 une chose que j'aimerais bien pouvoir affirmer aujourd'hui. Le gouvernement venait de changer; M. Borden venait d'arriver au pouvoir avec son équipe, et le sénateur Taylor disait à ses collègues: «Notre trésor déborde actuellement». Comme ce serait beau de pouvoir dire cela aujourd'hui!

**Le sénateur Perrault:** Il s'agissait sans doute du trésor du parti.

**Le sénateur Macquarrie:** Croyez-le ou non, voici ce qu'il disait:

S'il se présente une difficulté, honorables sénateurs, ce sera celle de savoir comment disposer de ces surplus. Quelles que soient les dépenses que nous croirons devoir faire, le gouvernement sera toujours sûr de pouvoir y faire face.

Si seulement nous nous trouvions en ce moment dans une pareille situation, le ministre des Finances pourrait aller à Toronto jeudi soir au lieu de rester ici pour apprendre aux Canadiens ce qu'est la situation actuelle. C'était une heureuse époque, et il semblerait que le grand sir Wilfrid Laurier ait été un bien meilleur administrateur, et plus prudent, que la plupart de ses successeurs.

● (1510)

Mais ce que disait le discours du trône à l'époque est important et a un rapport significatif avec la situation actuelle. Le gouvernement avait annoncé la présentation d'un projet de loi d'aide financière à la voirie. Jusqu'à ce moment-là, le gouvernement fédéral avait la charge des chemins de fer, et les gouvernements provinciaux et municipaux celle de la voirie. Le gouvernement Borden avait décidé que le Canada en était arrivé au point où il était important de trouver un moyen d'acheminer principalement les produits agricoles aux terminus ferroviaires. Le gouvernement fédéral—qu'on appelait alors le gouvernement du Dominion, et avec raison, soit dit en passant—avait par conséquent offert de partager avec les gouvernements des provinces la moitié de ces coûts.

Tout au long de cette législature, qui avait commencé à l'automne de 1911, le Sénat, où régnait une majorité libérale, n'a pas cessé de vouloir apporter au projet de loi des amendements qui avaient été rejetés à la Chambre des communes. C'est le Sénat qui a fini par refuser cette aide aux provinces.

Ce n'est qu'en 1957 et en 1958, grâce à Alvin Hamilton, que cette mesure put enfin être adoptée. Je sais, à l'instar du sénateur Bonnell sans doute, qu'elle a permis à l'Île-du-Prince-Édouard de recevoir l'aubaine la plus formidable qu'elle ait jamais eue, car les conservateurs s'étaient assagis entre-temps—il y a toujours de l'espoir pour nous—et plutôt que d'accorder cette aide d'après le chiffre de la population, le gouvernement conservateur de M. Diefenbaker avait décidé d'accorder la même somme à chacune des provinces sans égard à leur importance. Ainsi, la petite province de l'Île-du-Prince-Édouard a reçu 7.5 millions de dollars tout comme l'Ontario. Nous nous félicitons de cette décision à l'époque. J'ignore ce que l'Ontario en pensait, mais nous, dans l'Île-du-Prince-Édouard, nous en étions fort contents. La Nouvelle-Écosse et